

**CAMPAGNES ANTI-GENRE EN EUROPE  
DES MOBILISATIONS CONTRE L'ÉGALITÉ**

sous la direction de  
Roman Kuhar & David Paternotte

traduit de l'anglais par Agnès Chetaille  
& David Paternotte, avec la collaboration  
d'Élisa Crabeil, Sara Garbagnoli, Alberta Giorgi,  
Michael Stambolis-Ruhstorfer & Josselin Tricou.

Presses universitaires de Lyon



# **« PERSONNE N'EST PROPHÈTE EN SON PAYS » : LE MILITANTISME CATHOLIQUE ANTI-GENRE EN BELGIQUE<sup>1</sup>**

**Sarah Bracke, Wannès Dupont &  
David Paternotte**

La Belgique est la patrie de deux des principaux architectes du discours contre l'« idéologie du genre » (Favier, 2014 ; Paternotte, 2015). Le premier est Michel Schooyans, un prêtre et théologien belge, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain. Schooyans a longtemps travaillé en étroite collaboration avec le Vatican : il a été consultant du Conseil pontifical pour la famille, aujourd'hui disparu, et est membre de l'Académie pontificale des sciences sociales. Le livre qu'il a publié en 1997, *L'Évangile face au désordre mondial* (préfacé par le cardinal Ratzinger), constitue une des premières analyses du rôle de l'ONU dans la diffusion de l'« idéologie du genre ». La seconde est Marguerite Peeters. Citoyenne belgo-américaine basée à Bruxelles, elle dirige une organisation non gouvernementale appelée « Dialogue dynamics on human identity and global governance ». Elle travaille dans le domaine du développement international, avec un intérêt particulier pour l'Afrique. Proche du cardinal guinéen Robert Sarah, elle a été consultante du Conseil pontifical pour les laïcs, qui n'existe plus aujourd'hui, et appartient toujours au Conseil pontifical pour la culture. Elle a notamment publié le livre *Le Gender, une norme mondiale ? Pour un discernement* (2013), qui a été traduit en plusieurs langues.

Ces deux penseurs ont joué un rôle fondamental dans le développement et la diffusion transnationale du discours sur l'« idéologie du genre », mais leurs idées n'ont curieusement pas trouvé un terreau fertile dans leur propre pays. Même les conservateur.rice.s catholiques belges ne semblent pas bien connaître leur travail et préfèrent se mobiliser directement contre l'avortement, l'adoption par des couples de même sexe, la maternité pour autrui ou l'euthanasie – des réformes qui sont toutes considérées par Schooyans et Peeters comme des produits de l'« idéologie du genre » – plutôt que de combattre la notion de genre en tant que telle. Ces groupes militants sont par ailleurs petits, peu nombreux et divisés entre eux sur des bases linguistiques et idéologiques. Peu couverts par les médias, ils sont aussi largement

1. Nous remercions Cécile Vanderpelen, Caroline Sägesser, Mieke Verloo et Roman Kuhar pour leurs commentaires sur une version antérieure de ce texte.

ignorés par les milieux politiques. De nos jours, les catholiques traditionalistes belges forment une minorité marginalisée y compris dans leur propre Église, même s'ils ont un temps trouvé un allié idéal en la personne de l'archevêque André Léonard. L'Église catholique de Belgique est elle-même un reflet lointain de la puissante machine conservatrice qu'elle fut jusque dans les années 1960.

Ce chapitre tente de rendre compte de la faiblesse comparée du mouvement anti-genre et du catholicisme conservateur en Belgique. Il s'ouvre par le récit d'un événement organisé il y a peu par des militant.e.s essayant de renverser la vapeur en leur faveur; ce qui permet de mettre en évidence quelques-unes des raisons expliquant cette faiblesse, avant de cartographier le militantisme anti-genre dans le pays. L'analyse explore et discute ensuite les différentes raisons susceptibles d'expliquer l'influence limitée des militant.e.s anti-genre en regard du passé et en comparaison avec la situation dans d'autres sociétés européennes historiquement marquées par le catholicisme.

## MARCHER POUR LA FAMILLE<sup>2</sup>

Le 16 mai 2015 à Anvers, l'association Pro Familia organise une « Marche pour la famille<sup>3</sup> ». Environ deux cents personnes sont présentes, les manifestant.e.s expliquant cette participation décevante par le temps pluvieux. Du haut d'un podium garni de larges bannières arborant les photos sanglantes de fœtus humains avortés, plusieurs orateurs haranguent la foule clairsemée. Le premier est Luc Verreycken, du Rooms-Katholiek Lekenforum (Forum des laïc.que.s catholiques romain.e.s), un site internet créé pour défendre l'ancien archevêque André Léonard et sa ligne extrêmement conservatrice sur la morale sexuelle. Verreycken s'exprime contre le lobbying politique en faveur des droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'en faveur des droits des femmes, même si son intervention porte surtout sur l'avortement. L'insistance sur ce dernier point se retrouve dans plusieurs interventions ultérieures. Fernando Pauwels, dont le contrat à la Katholieke Universiteit Leuven a été interrompu en 2012 en raison de l'incompatibilité présumée entre ses opinions religieuses et son travail de chercheur; affirme ainsi qu'une population de la taille de la ville de Gand a été exterminée depuis la dépénalisation de l'avortement en 1990.

2. Cette observation a été réalisée par Wannès Dupont.

3. Ce n'est pas la première fois que ce label est utilisé pour une manifestation en Belgique, comme l'illustre la principale manifestation contre l'adoption par des couples de même sexe en 2005 (Herbrand, 2006, p. 57-58). Au cours des dernières années, une renaissance du militantisme anti-avortement a aussi été constatée, se traduisant notamment par l'organisation annuelle de « Marches pour la vie » depuis 2010 (Pereira, 2014; Bréban & Vanderpelen, 2015). Ces marches rassemblent souvent les mêmes personnes et on note de nombreuses intersections entre ces différents combats.

De nombreux.ses orateur.rice.s exhortent également le clergé belge à ne pas essayer de courtiser le public en adoucissant le ton sur la morale conjugale. Cela ne ferait que renforcer la confusion déjà croissante parmi les fidèles et les prêtres, qui sont supposés les conseiller<sup>4</sup>. Plusieurs d'entre eux.elles critiquent tout particulièrement l'évêque d'Anvers, Johan Bonny, réputé plus progressiste et qui s'est exprimé en faveur d'une Église plus inclusive à l'égard des homosexuel.le.s et des divorcé.e.s (Bonny, 2014). « Nous nous dirigeons vraiment vers un régime totalitaire », déplore le président de Pro Familia Dries Goethals, revendiquant le statut de minorité réprimée lorsque la police ordonne le retrait des bannières anti-avortement. S'élever contre l'avortement, en faveur de la famille traditionnelle, la chasteté et la morale catholique peut s'avérer difficile dans une « dictature soixante-huitarde ». Goethals poursuit en affirmant : « Nous sommes des rebelles ! » Les quelques personnes vertueuses mobilisées ce jour-là ne doivent pas se laisser impressionner par les 80 000 personnes célébrant la fierté homosexuelle au même moment dans les rues de Bruxelles.

Ce petit groupe de manifestant.e.s forme un ensemble singulier et apparemment contradictoire. Quelques prêtres psalmodiant en soutane donnent à cette manifestation un air de procession plutôt que de manifestation politique. Les drapeaux du Vatican confirment la nature religieuse de l'ensemble de l'événement, même si cela ne plaît clairement pas à tout le monde. On entend ainsi plusieurs manifestant.e.s exprimer leur inconfort face à une atmosphère « exagérément » pieuse. Les autres drapeaux qui se détachent de cette foule éparse sont encore plus étonnants. Le jaune et le blanc du Saint-Siège contrastent fortement avec l'étendard rouge, blanc et bleu de la Russie tsariste. « C'est le dernier pays qui respecte encore les valeurs traditionnelles », nous dit l'adolescent qui agite ce drapeau. Un couple de manifestants d'âge moyen, vêtus de la tenue militariste des policiers russes, font aussi sourciller quelques personnes. D'un point de vue politique, la présence concurrente de grands drapeaux belges et de plus petits mais nombreux drapeaux flamands surprend, tant la situation paraît improbable. Après tout, le drapeau flamand, immédiatement reconnaissable avec ses couleurs noir et jaune, est le symbole du nationalisme flamingant et du ressentiment anti-belge. Les

4. Cette idée renvoie à la tendance bien documentée (Ammerman, 1994) selon laquelle, au sein des positions les plus strictes ou conservatrices de plusieurs religions, les influences modernes ou « libérales » à l'intérieur même de ces traditions religieuses sont perçues comme plus dangereuses ou menaçantes que les critiques extérieures à ces traditions. On peut trouver une illustration claire de ce phénomène dans un billet du 9 janvier 2016 à propos de l'euthanasie, sur le site du Rooms-Katholieke Lekenforum : « Qu'y a-t-il de plus dangereux pour la survie de notre Église ? Les attaques des "athéistes" et des anticléricaux enragés ou la confusion induite par des membres de l'intelligentsia ou des clercs, qui propagent, à travers leurs paroles et leurs actes, un catholicisme de leur propre création ? Selon nous, la subversion interne de la foi catholique est de loin la plus dangereuse » (7 mai 2016 ; la page n'est plus accessible).

organisateur.rice.s avaient apparemment demandé aux participant.e.s de ne pas apporter de symboles politiquement chargés mais, comme le dit un nationaliste flamand, ils.elles ont décidé de ne pas suivre cette consigne pour empêcher les « belgicistes » francophones de confisquer la marche.

Parmi tous ces emblèmes idéologiques, les quelques drapeaux bleus et roses agités par les organisateur.rice.s, qui s'inspirent du modèle international lancé par La Manif pour tous en France, semblent un peu modestes. Ceci dit, le désir de l'organisation d'inscrire son initiative dans un mouvement international beaucoup plus large se perçoit aussi dans l'invitation de plusieurs orateur.rice.s étranger.ère.s, comme Jacek Januzewski de l'organisation anti-avortement polonaise Fundacja Pro ou l'Allemand Wolfgang Herring d'EuroProLife, un groupe militant dont le site internet annonce fièrement des membres issu.e.s de quinze pays européens, du Portugal à la Russie. L'Anglais Paul Moynan, directeur du lobby bruxellois CARE for Europe et conseiller de Hope Alive Belgium<sup>5</sup>, s'adresse quant à lui directement aux femmes présentes dans la foule en tant que « mères naturelles ». Enfin, la section belge de l'organisation catholique française Civitas est représentée par Tim Neubauer, un Slovène s'exprimant en français. Néanmoins, malgré ces tentatives de donner un aspect international à ce rassemblement, celui-ci conserve une apparence typiquement belge, marquée par des éléments de friction linguistique et des tonalités nationalistes.

### UN MOUVEMENT EXTRÊMEMENT MINORISÉ EN FLANDRE

Emblématique d'un mouvement anti-genre petit et fragmenté, cette marche est particulièrement représentative de l'état du mouvement dans la partie flamande du pays. L'association qui l'organise, Pro Familia, rassemble la frange conservatrice du monde catholique flamand, qui entretient des liens avec le Katholiek Hoogstudentenverbond (association des étudiants catholiques). Ses membres sont mal vu.e.s par beaucoup au sein de l'Église à cause de leur zèle réactionnaire, comme nous l'a rapporté un informateur, et se font l'écho des craintes d'une minorité doctrinale du catholicisme flamand, mécontente de l'acceptation jugée docile, par l'Église de Belgique, d'une éthique libérale en matière de mariage, de sexualité et de procréation. Sur son site, le Rooms-Katholiek Lekenforum, qui s'est allié avec Pro Familia, affirme d'ailleurs que la « profonde division » entre croyant.e.s progressistes et dogmatiques « au sein de l'Église de Belgique », elle-même combinée avec des attaques continues contre « les dernières traces de foi apostolique », constitue les principales raisons de la fondation de cette organisation en 2011.

Bien qu'incontestablement flamand.e.s, ces militant.e.s conservateur.rice.s entretiennent des liens avec des groupes de l'autre côté de la frontière

5. CARE : Christian Action Research and Education.

linguistique. Le blog du Rooms-Katholiek Lekenforum se réfère ainsi chaleureusement à son équivalent francophone, Belgicatho. Souhaitant conseiller les femmes enceintes, l'organisation de soutien Levensadem-Souffle de Vie dispose même d'un site internet bilingue et de collaborateur.rice.s dans les deux parties du pays (Bréban & Vanderpelen, 2015). Cependant, la plupart des groupes militants sont unilingues et rarement en communication avec leurs homologues situés de l'autre côté de la frontière linguistique. Ainsi, Echte Liefde Wacht (L'amour vrai attend) et Pro Vita sont des initiatives essentiellement flamandes, qui tentent de diffuser un message d'abstinence avant le mariage sur Internet et dans plusieurs écoles catholiques flamandes. Lors de la marche, leur travail a été mis en valeur par Jeanine Goethals, qui anime régulièrement un programme au sujet de l'éthique conjugale sur Radio Maria, une chaîne qui émet uniquement en néerlandais<sup>6</sup>.

Le conservatisme catholique flamand diffère souvent de son équivalent francophone à cause de liens historiques et politiques ambigus avec le nationalisme flamand. Anvers étant le bastion de ce mouvement, la plupart des participant.e.s à la Marche pour la famille étaient moins familier.ère.s du dogmatisme religieux que des messages critiquant l'establishment libéral, multiculturaliste et « belge ». Sans surprise, l'intervention la plus chaleureusement accueillie lors de cet événement fut celle qui traitait de la « congruence entre le catholicisme et le nationalisme ». L'orateur, Edwin Truyens, est le fondateur de la Nationalistische Studentenvereniging (NSV, association étudiante nationaliste), dont ont émergé de nombreux.ses leader.euse.s du parti d'extrême droite séparatiste et xénophobe Vlaams Blok (devenu Vlaams Belang). D'ailleurs, le porte-parole le plus radical de ce parti, Filip Dewinter, était présent à la manifestation, au milieu de plusieurs de ses supporters et de membres du NSV. Enfin, comme s'il fallait illustrer l'importance des identités linguistiques subnationales en matière de politique belge, les organisateur.rice.s ont demandé à cette foule militante flamande de rester respectueuse des « autres » au moment où le représentant de Civitas Belgique s'appropriait à commencer un discours en français.

Le militantisme catholique flamand occupe clairement le terrain des extrêmes religieuses et politiques. La rhétorique anti-genre réactionnaire ne cadre d'ailleurs pas très bien avec les idées politiques courantes aujourd'hui en Flandre, y compris parmi une majorité traditionnellement conservatrice. Nombre de passant.e.s ont ainsi désapprouvé d'un signe de la tête l'aura réactionnaire de la manifestation. Les organisations telles que Pro Familia sont peu nombreuses et leurs appels en faveur d'un retour à l'orthodoxie catholique ne trouvent que peu d'approbation de la part des militant.e.s

6. Radio Maria fait partie du réseau international des chaînes Radio Maria. Voir [www.radiomaria.org](http://www.radiomaria.org) (septembre 2018).

d'extrême droite dans une région où les croyant.e.s pratiquant.e.s sont devenus une denrée rare. Par conséquent, les militant.e.s pro-vie de haut niveau et politiquement influent.e.s, telle Alexandra Colen, sont encore moins nombreux.ses. Il est d'ailleurs symptomatique que Colen, une parlementaire du Vlaams Belang depuis 1995, ait démissionné de ce parti en 2013, déçue par les choix politiques de ce dernier et n'ayant plus d'illusion quant à sa capacité en tant qu'élue à mettre son agenda éthique au premier plan. Depuis lors, elle a entièrement quitté la vie politique, laissant un mouvement pro-vie flamand petit et fragmenté, et sans incarnation publique.

On ne peut comprendre la partie flamande de l'équation belge sans entrer dans l'histoire religieuse et politique récente ; au moins deux facteurs doivent être mentionnés pour expliquer à la fois la faiblesse et le manque d'attrait du militantisme catholique conservateur. Premièrement, depuis la fin des années 1960, le catholicisme autoritaire « à l'ancienne » et une morale sexuelle catholique inflexible ont été associés au paternalisme belge par une part substantielle et électoralement décisive de la population flamande. L'autoritarisme du clergé et son désintérêt pour les demandes flamandes d'autonomie culturelle ont en effet progressivement éloigné le public flamand de ses leaders religieux. En 1968, des manifestations d'étudiant.e.s appelant à la flamandisation de l'Université catholique de Louvain, elle-même chapeautée par un synode des évêques récalcitrant, ont renversé le gouvernement et ont définitivement mis le pays sur les rails d'une fédéralisation basée sur la division linguistique. Le ton réactionnaire de l'encyclique *Humanae vitae*, publiée le même été, a encore accéléré la disgrâce des autorités cléricales en Flandre (Dupont, 2014)<sup>7</sup>. Entre 1967 et 1977, le taux d'assistance à la messe dans les diocèses flamands a chuté de 52 à 35,1 %. En 1998, il était de 12,7 % et n'a cessé de reculer depuis lors (Hooghe, Quintelier & Reeskens, 2006).

Deuxièmement, le débat politique à droite a été monopolisé par la question du nationalisme flamand depuis plusieurs décennies, reléguant les questions éthiques à l'arrière-plan et les présentant de plus en plus comme des positions d'arrière-garde. Ce changement est crucial pour comprendre la situation belge, car la Flandre a longtemps pourvu à l'essentiel des voix maintenant les chrétiens-démocrates au gouvernement presque sans interruption de 1947 à 1999<sup>8</sup>. Toutefois, l'hégémonie politique du CVP (Christelijke Volkspartij, aujourd'hui appelé CD&V) s'est érodée au fur et à mesure

7. Entre-temps, en Belgique francophone, la séparation des universités catholiques flamande et francophone a porté un coup sévère à un synode des évêques qui n'a pas été capable d'anticiper cette situation.

8. Les chrétiens-démocrates n'ont été dans l'opposition qu'entre 1954 et 1958. Les cabinets anticléricaux de ces années ont été chahutés par des mobilisations catholiques de masse contre la laïcisation des écoles, qui ont duré des années et se sont terminées par une élection remettant les chrétiens-démocrates au pouvoir pour quarante années.



que les partis nationalistes flamands de droite et d'extrême droite se sont développés. Ces derniers se positionnent principalement sur l'indépendance de la Flandre et l'immigration et n'abordent les questions éthiques que de manière extrêmement limitée. De plus, le CVP puis le CD&V ont transformé leurs positions en matière éthique de manière spectaculaire, rejoignant le consensus libéral qui caractérise la Flandre d'aujourd'hui. Les député.e.s de ce parti disposent désormais souvent de la liberté de vote sur les questions éthiques, leur permettant de voter selon leur conscience. Une part importante de ces élu.e.s a ainsi appuyé des réformes telles que l'ouverture du mariage aux couples de même sexe (Paternotte, 2011, p. 31-33).

Le seul espace disponible pour les marges conservatrices et traditionalistes se trouve aujourd'hui à l'extrême droite, les chrétiens-démocrates flamands étant réticents à mobiliser sur ces questions un électorat fortement décimé. Par ailleurs, comme indiqué précédemment, les enjeux éthiques ne figurent pas parmi les priorités du Vlaams Belang et de son électorat, qui préfèrent se mobiliser sur l'immigration et le séparatisme flamand. Les problèmes éthiques et sexuels n'occupent qu'une place secondaire dans l'identité et les préoccupations du parti, qui décrit plutôt les réformes éthiques des années 2000 comme des indicateurs de l'influence politique du sud du pays, démocratiquement surreprésenté et plutôt à gauche (les démocrates-chrétiens n'y représentent qu'une petite minorité et les partis d'extrême droite sont quasiment absents), en particulier de l'influence du détesté Parti socialiste. Ces militant.e.s d'extrême droite se sont en outre empressé.e.s d'utiliser l'égalité de genre et les droits sexuels afin de présenter l'islam comme incompatible avec les valeurs « éclairées » de l'Occident (Bracke & De Mul, 2009), suivant une logique qualifiée par Puar (2007) d'« homonationalisme ».

### **LA BELGIQUE FRANCOPHONE :**

#### **LA « FRENCH TOUCH » DES MILITANT.E.S ANTI-GENRE**

Le panorama francophone révèle des faiblesses et des divisions similaires à celles observées en Flandre, avec une constellation de groupes et d'individus qui entretiennent souvent des liens, mais n'appartiennent pas à une seule organisation. La question du nationalisme, en revanche, se manifeste de façon très différente. De plus, le pilier catholique a été historiquement beaucoup plus faible dans cette partie du pays, qui était dominée par les forces de la libre-pensée (les socialistes en Wallonie et les libéraux à Bruxelles), avec une présence importante de la franc-maçonnerie et des organisations anticléricales. En lien étroit avec l'essor de la révolution industrielle au XIX<sup>e</sup> siècle, la sécularisation a débuté plus tôt dans le sud du pays et la doctrine catholique a rapidement perdu de son attrait. Paradoxalement, bien que partagées par peu de personnes, les idées catholiques conservatrices ont gardé une certaine

attractivité au sein du petit parti démocrate-chrétien, qui fut par exemple le seul parti politique à s'opposer à la plupart des réformes récentes sur les questions éthiques<sup>9</sup>. Enfin, les partis d'extrême droite n'ont jamais été puissants dans cette partie du pays au cours des dernières décennies.

Toutefois, la principale différence avec la Flandre réside dans l'influence marquée de la France sur les débats politiques et intellectuels. Bien qu'il s'agisse d'une caractéristique générale en Belgique francophone, cette influence a joué un rôle crucial dans le développement du petit mouvement anti-genre. En effet, comme l'illustre la récente opposition au « mariage pour tous », les militant.e.s catholiques conservateur.rice.s étaient mieux organisé.e.s et plus influent.e.s en France (voir le chapitre de Michael Stambolis-Ruhstorfer et Josselin Tricou dans cet ouvrage). S'appuyant sur la proximité linguistique et culturelle entre les deux pays, ces mobilisations ont inspiré les militant.e.s belges francophones, qui ont tenté d'émuler leurs voisins du sud. Les leader.euse.s de La Manif pour tous, comme Frigide Barjot, ont été invité.e.s à Bruxelles et quelques Belges sont allé.e.s manifester à Paris à l'initiative du groupe Action pour la Famille-Actie voor de Familie<sup>10</sup>. Certains acteurs comme Civitas sont même reliés de manière beaucoup plus étroite à leurs homologues français. En effet, ce groupe constitue la section belge de cette organisation française, dirigée par le militant belge Alain Escada. Ce dernier a été actif au sein du groupe Belgique et Chrétienté et un des poids lourds du Front nouveau de Belgique avant de prendre la tête de Civitas en France, où ses idées ont trouvé un terrain plus fertile (Chatel, 2014).

En bref, des acteur.rice.s conservateur.rice.s et d'éminent.e.s traditionalistes ont essayé d'importer le débat en Belgique, y voyant une opportunité pour relancer leur militantisme à partir des succès français. Ce phénomène a été renforcé par la croissance rapide de la population française en Belgique et l'intérêt de certains d'entre eux.elles pour les questions morales. En conséquence, ces acteur.rice.s – qui s'étaient mobilisé.e.s contre l'avortement, les droits LGBT ou l'euthanasie dans le passé – ont commencé à attaquer le genre, à assister à des événements tels que le colloque « Qui a peur du genre ? » organisé par l'association Couples et Familles en novembre 2013

9. Un parti chrétien plus radical, les Chrétiens démocrates fédéraux (CDF), a existé de 2002 à 2013, mais n'a jamais réussi à entrer dans les institutions parlementaires.

10. Dirigée par Michel Ghins, un professeur de philosophie émérite à l'Université catholique de Louvain, Action pour la Famille-Actie voor het Gezin a incarné la (maigre) opposition à l'ouverture de l'adoption aux couples de même sexe en 2005-2006, organisant la Marche pour la famille de 2005 avec le soutien officiel des évêques. Ce groupe revendique des liens transnationaux avec l'Institute for Family Policies (IFP), le Foro Español de la Familia (FEF), HazteOír, la Fédération des familles catholiques (FAFCE) et CARE in Europe. Il reste actif, surtout comme chien de garde pour les questions familiales. Il appelle ses membres à participer aux marches pour la vie et se mobilise actuellement contre la maternité pour autrui.

(De Ganck, 2014), et à proposer des tables rondes telles que celle intitulée « Parlez-vous le Gender ? » tenue à Bruxelles le même mois<sup>11</sup>. Civitas s'est même mobilisé contre une conférence de Judith Butler à l'Université catholique de Louvain en septembre 2014. Ces militant.e.s ont aussi tenté de s'exprimer dans des médias à large diffusion, comme le quotidien historiquement catholique *La Libre Belgique*<sup>12</sup>. Une poignée d'intellectuels conservateurs tels que Drieu Godefridi<sup>13</sup>, Xavier Dijon<sup>14</sup> ou Olivier Bonnewijn<sup>15</sup> ont également publié sur le sujet. Toutefois, malgré ces tentatives intenses, mais de courte durée, ces initiatives ont été rapidement perçues comme catholiques, n'ont jamais eu d'impact important sur l'opinion publique et ont échoué à atteindre le débat politique.

Les acteurs belges entretiennent souvent peu de relations avec les lobbys bruxellois visant l'Union européenne et le Conseil de l'Europe – un constat qui s'applique aussi aux causes conservatrices. Il faut toutefois mentionner une exception notable du côté francophone : l'Institut européen de bioéthique. Cette organisation est un *think tank* conservateur actif surtout en Belgique francophone et qui se mobilise principalement contre l'euthanasie. Dirigé par Carine Brochier, il a été fondé par Étienne Montero, un ancien doyen de la Faculté de droit de l'Université de Namur qui a été ordonné prêtre par l'Opus Dei. Cet « Institut » rassemble des acteurs belges et internationaux appartenant aux franges radicales de l'Église catholique<sup>16</sup>. Il

11. Les intervenant.e.s étaient Marguerite Peeters, Maria Hildingsson (FAFCE), Elizabeth Montfort, Jérôme Brunet et Jean-Thomas Lesueur.

12. Voir Jean-Benoît Casterman *et al.*, « Quel "genre" de monde se prépare pour nos enfants ? », *La Libre Belgique*, 29 novembre 2013 (article publié juste après la conférence « Qui a peur du genre ? »). En janvier 2014, la radio publique *La Première* a organisé un débat sur la « bataille du genre » dans l'émission « Et Dieu dans tout ça ? » Les médias catholiques se sont aussi mobilisés sur le sujet (Grandjean, 2014).

13. Drieu Godefridi est le fondateur de l'Institut Hayek de Bruxelles et un polémiste bien connu dans les médias belges. Il est aussi impliqué dans le militantisme anti-euthanasie. Sur le genre, il a publié deux opuscules (2013 ; 2015). Il a aussi pris part à un débat intitulé « La théorie du genre : quand papa porte une robe » avec Sophie Heine dans *La Libre Belgique* en septembre 2015.

14. Le père jésuite Xavier Dijon est professeur émérite à l'Université de Namur et un ancien membre du Conseil consultatif de bioéthique de Belgique ; il a publié quelques articles sur la question du genre et de la complémentarité des sexes (Dijon, 2015).

15. Le père Olivier Bonnewijn appartient à la Communauté de l'Emmanuel. Vicaire épiscopal à la formation des ministres ordonnés et non ordonnés, il enseigne à l'Institut d'études théologiques de Bruxelles et dirige le séminaire de l'archidiocèse de Malines-Brussels depuis 2009. Sur le genre, il a écrit le chapitre « Gender, qui es-tu ? » (2012) dans l'ouvrage du même nom.

16. Comme les (ancien.ne.s) eurodéputé.e.s Elizabeth Montfort, Anna Zaborska et Miroslav Mikolasik, le prince Nikolaus von Liechtenstein, le professeur Michel Ghins, leader d'Action pour la famille, le militant catholique français Pierre-Olivier Arduin, le président de la Fondation Jérôme Lejeune Jean-Marie Le Méné, le D<sup>r</sup> Xavier Mirabel, la professeure Margaret Somerville (McGill University) ou le père Xavier Dijon.

utilise tant le terme d'« institut » que le label européen afin de légitimer son discours et revitaliser son action.

### **POURQUOI CES GROUPES NE SONT-ILS PAS INFLUENTS ?**

Malgré l'existence de groupes militants et leur volonté de mobiliser le public en Belgique, l'impact de ces mobilisations est resté jusqu'à présent limité, tant au niveau du débat public que de l'agenda législatif. Pourquoi ? Dans cette partie, nous explorons trois caractéristiques de la société belge qui, lorsqu'on les combine, permettent de mieux comprendre ce que nous avons identifié comme le paradoxe d'un mouvement anti-genre catholique limité dans le pays d'où sont issus deux des principaux architectes de ce discours.

#### **Une laïcité à la belge**

Le caractère laïc de la société belge est façonné par la combinaison de principes politico-philosophiques, de règles juridiques sur la base desquelles ces principes sont actualisés et d'une réalité socioculturelle particulière d'organisation du pluralisme confessionnel et idéologique, appelée *pilarisation*. Un principe fondateur est celui de la liberté, qui est déclinée en liberté de conscience, liberté de rassemblement et liberté de religion. Cette dernière est protégée constitutionnellement à travers le principe de « liberté de culte » (article 19 de la Constitution, qui comprend aussi la liberté de manifester) et reçoit une définition plus concrète dans les articles suivants, qui stipulent que personne ne peut être obligé.e à participer à des rites et cérémonies religieuses (article 20) et que l'État ne peut pas interférer dans la nomination ou l'installation des ministres du culte (article 21), c'est-à-dire dans l'organisation concrète du culte. En même temps, la Constitution précise que le gouvernement est responsable du soutien financier de l'organisation physique des cultes religieux (surtout le salaire des ministres) (article 181) pour les traditions religieuses qu'il « reconnaît » officiellement<sup>17</sup>.

La neutralité constitue le second principe qui détermine la laïcité dans le contexte belge. À l'inverse du modèle français, elle n'est comprise ni comme l'élimination de la religion de l'espace public ni comme une voie alternative à la religion, mais plutôt comme un principe de régulation des traditions religieuses et confessionnelles sur la base d'un principe d'égalité dans une société pluraliste (Willaime, 2010). Il s'agit moins d'un principe juridique que politique et philosophique qui, en s'alignant plutôt sur le modèle néerlandais, invoque une gouvernementalité spécifique des traditions religieuses qui inclut, en tant que principe, le soutien financier de toutes les religions

17. Aujourd'hui, les « religions reconnues » comprennent le catholicisme, le protestantisme, l'anglicanisme, le judaïsme, l'islam, l'orthodoxie, la « laïcité organisée » (reconnue comme « communauté philosophique non confessionnelle » depuis 2002) et le bouddhisme (depuis 2008).

reconnues sans interférer dans leur organisation interne (Panafit, 1999)<sup>18</sup>. Dans un tel modèle, la neutralité pourrait être conçue comme l'idéal selon lequel l'État est maintenu à égale distance des différentes traditions religieuses et confessionnelles, soit des différents piliers.

Ces principes juridiques et philosophiques doivent être analysés à la lumière du processus de sécularisation en Belgique. Deux dimensions caractérisent cette dernière : la position dominante de l'Église catholique romaine et la pilarisation. La pilarisation renvoie à l'organisation de plusieurs domaines sociaux – société civile, éducation, santé et politique – selon différentes orientations confessionnelles et idéologiques. En d'autres mots, la pilarisation implique l'organisation du corps social selon des lignes confessionnelles ou sectaires dans une communauté politique fragmentée. Un pilier est un ensemble complexe et intégré d'organisations sociales et / ou d'institutions regroupées sur une base confessionnelle, dont la cohérence interne se reflète dans la séparation d'avec le reste de la société, et qui peut être reconnu comme un réseau ou un corps social parallèle (Hoogenboom, 1996). La pilarisation a été décrite, selon l'expression célèbre de Lijphart, comme « une politique d'accommodement et de pacification » (1968), dans laquelle différentes confessions et idéologies sont organisées de manière structurellement similaire. La transformation d'une société profondément imprégnée par le catholicisme en un pilier catholique reconnaissable et délimité (aux côtés d'autres piliers confessionnels et idéologiques comme les piliers socialiste et libéral) a été cruciale pour la sécularisation de la société belge, ainsi que pour le processus de construction nationale. La pilarisation, en d'autres termes, ne doit pas être perçue comme entrant en contradiction avec la sécularisation ou comme une forme incomplète de sécularisation, mais comme Karel Dobbelaere (1988) l'a énoncé, elle est la forme spécifique prise par la sécularisation dans la société belge.

Bien que l'organisation juridique de la liberté religieuse n'a pas été fondamentalement modifiée, le paysage socioculturel pilarisé s'est considérablement transformé depuis les années 1960. L'emprise de la pilarisation sur la politique des corps s'est fortement desserrée, ce qui a conduit nombre d'observateurs et d'observatrices à parler de dépilarisation. Il n'est toutefois toujours pas possible de comprendre le paysage institutionnel de la Belgique

18. Cette façon d'organiser les traditions religieuses dans la sphère publique n'échappe évidemment pas aux opérations de la gouvernamentalité, mais s'organise autour d'elle. Cela apparaît peut-être plus clairement dans le cas de l'islam, dans la mesure où sa reconnaissance formelle en 1974 et son inclusion dans ce mode particulier des relations entre Église et État dépendaient pour une grande part de la capacité de cette tradition religieuse à se fondre dans le format existant du modèle belge et rendent visible combien ce modèle conçoit la religion dans la continuité de l'Église catholique romaine (une claire hiérarchie avec des dirigeants qui deviennent les interlocuteurs de l'État) (Fadil, El Asri & Bracke, 2015).

actuelle hors du contexte de la pilarisation, en particulier dans les domaines du bien-être social, des soins de santé, du syndicalisme et de l'éducation. Les écoles, les universités et les principaux hôpitaux sont toujours connectés au pilier catholique, socialiste ou humaniste et ces liens historiques gardent toute leur importance. La dépilarisation ne signifie donc pas que la structure confessionnelle et idéologique du paysage institutionnel belge ait disparu. Au contraire... Ce terme indique plutôt que les liens étroits entre les différentes institutions qui composaient un pilier se sont desserrés et que les individus se déplacent plus librement entre celles-ci. Cela implique aussi que les liens entre le parti démocrate-chrétien et le reste du pilier catholique se sont distendus, affaiblissant ainsi l'influence des acteurs catholiques. Bien que la présence presque ininterrompue de ce parti au pouvoir ait longtemps servi à relayer les positions de l'Église et à garantir la possibilité de bloquer certaines réformes sur les questions éthiques, cette situation est arrivée à son terme avec la dépénalisation de l'avortement en 1990, quand la loi fut adoptée par une coalition parlementaire laïque reposant sur le monde humaniste (Marques-Pereira, 1989). Cette configuration politique préfigure les réformes éthiques des années 2000, à savoir une loi emblématique contre les discriminations (2003), la légalisation de l'euthanasie et des soins palliatifs (2002), du mariage entre personnes du même sexe (2003), de la recherche sur les embryons (2003), de l'expérimentation humaine dans la recherche médicale (2004), de l'insémination artificielle médicalisée (2006) et de l'adoption par les couples de même sexe (2006). Ces réformes sont devenues l'étendard d'une nouvelle coalition gouvernementale excluant les démocrates-chrétiens. En 1999, une coalition de six partis politiques comprenant les libéraux, les socialistes et les écologistes des deux parties du pays a été mise sur pied sous la houlette de Guy Verhofstadt (Delwit, 2009, p. 257-259). Celle-ci a été suivie de 2004 à 2008 par une coalition « violette » unissant libéraux et socialistes. Pendant ses deux mandats de Premier ministre, Verhofstadt a considéré les questions éthiques comme des opportunités symboliques à même de marquer la différence avec de nombreuses années de domination démocrate-chrétienne. Étant donné le blocage de nombreuses réformes éthiques par les partis chrétiens, il s'agissait sans doute du terrain le plus évident pour symboliser le changement (Meier, 2009 ; Eeckhout & Paternotte, 2011).

En somme, la dépilarisation renvoie à la désarticulation des différentes sphères de la vie traditionnellement unies au sein d'un pilier et elle implique pour cette raison un démantèlement graduel de l'organisation segmentée de la politique des corps en Belgique. Étant donné que le pilier catholique était historiquement et de loin le plus puissant, le processus de dépilarisation a avant tout signifié une perte de pouvoir importante pour l'Église catholique. Il s'agit toutefois d'une autre forme de perte de pouvoir que celle vécue

par l'Église dans le modèle français de neutralité. Comme la dépilarisation n'implique pas que la communauté politique soit soudainement libérée des clivages confessionnels qui étaient présents dès la fondation de l'État-nation belge, l'Église catholique belge continue à jouir d'une position privilégiée et reconnue à partir de laquelle elle peut exercer une certaine influence publique dans les limites définies par l'État. Bien que le processus d'éloignement des Églises a significativement réduit (en nombre) et transformé (dans les formes) les affiliations et expressions religieuses, un monde socio-culturel catholique a continué à se développer d'une façon très différente du cas français. Alors que les figures rhétoriques de la « marginalisation » et d'une « religion assiégée par la culture laïque » ont toujours été présentes, ce monde catholique pouvait exister et se développer à l'intérieur d'un espace (délimité par la Constitution) qui peut être décrit, en suivant différents paramètres sociologiques, comme important et influent pour la société dans son ensemble. Cela pourrait nous amener à poser l'hypothèse que l'espace octroyé au monde religieux et socioculturel catholique dans l'espace public belge a contenu ou au moins retardé le spectaculaire développement du militantisme anti-genre observé dans le cas français, où ce mouvement était marqué par un sentiment de « retour du refoulé » qui n'a pas beaucoup de sens dans le contexte belge.

### **L'Église catholique belge**

L'économie politique de la sécularisation (pilarisation et dépilarisation) a façonné l'Église catholique belge de façon singulière, étant donné le rôle de cette institution dans l'établissement des formes de sécularisation dans le pays. En lien peut-être avec la façon selon laquelle la pilarisation a garanti à l'Église un espace propre qui ne devait pas être constamment défendu, l'Église de Belgique se caractérise par de fortes divisions se traduisant par le fait que des membres éminents du clergé prennent parfois des positions différentes sur des enjeux éthiques importants. En réalité, cette Église a été dirigée pendant presque un demi-siècle par deux archevêques qui ont défendu, du moins d'après un point de vue catholique, des positions progressistes sur plusieurs de ces enjeux, en particulier au niveau de l'éthique conjugale. Nommé par son ami le pape Jean XXIII, Leo Suenens a souvent été présenté comme un des acteurs principaux du combat contre l'encyclique du pape Paul VI, *Humanae vitae*, au cours des années 1960 et 1970. Bien que perçu comme un homme conservateur et autoritaire en Belgique à cause de sa position contre les demandes d'autonomie des étudiant.e.s flamand.e.s de l'Université catholique de Louvain, le Vatican a considéré Suenens et ses partisan.e.s comme les défenseur.se.s renégat.e.s de l'intégration d'un usage responsable des mesures de régulation des naissances dans la doctrine catholique (Dupont, 2014).

Le successeur de Suenens, Godfried Danneels, qui a été nommé archevêque de Malines-Bruxelles en 1980, a assisté aux dégâts provoqués par l'encyclique de Paul VI. Les trente années passées à la tête de l'Église de Belgique ont été marquées par ses efforts afin de ne pas accentuer les dissensions au sein de ce qui restait d'une communauté catholique chancelante, d'agir avec prudence et d'intervenir de manière œcuménique, une attitude qui lui a valu le respect du public et des dirigeant.e.s politiques (Mettepenningen & Schelkens, 2015). Toutefois, la plupart des partisan.e.s de Jean-Paul II ainsi que ses opposant.e.s les plus conservateur.ice.s en Belgique ont traité la prudence de Danneels avec mépris, lui attribuant la responsabilité de la désintégration rapide de l'Église belge et lui reprochant de n'avoir pas pris la parole de manière plus décidée contre la dépénalisation de l'avortement en 1990 et l'agenda législatif des gouvernements laïcs. En effet, si la hiérarchie catholique belge a condamné ces réformes, elle n'a ni dirigé l'opposition ni mis au point d'importantes mobilisations contre ces réformes. Au contraire, la plupart des évêques se sont montrés très prudents dans l'expression de leur désapprobation.

Dans une tentative pour changer le ton des autorités ecclésiastiques belges, le pape Benoît XVI a nommé André Léonard nouveau primat de Belgique en 2010. À l'inverse de Danneels avant lui, parfait bilingue et constamment présent dans les médias, Léonard n'hésite pas à condamner publiquement l'avortement, l'homosexualité et l'euthanasie. Quelques mois après sa nomination, il a rejoint la Marche pour la vie organisée contre l'avortement à Bruxelles, un événement auquel il a également assisté l'année suivante. En 2007, Léonard s'est appuyé sur une terminologie aux accents freudiens pour présenter l'homosexualité comme une forme anormale de développement, une position dont il ne s'est jamais distancé. Lors de la messe de Pâques de 2015, dans son homélie de départ à retraite, il a utilisé le 25<sup>e</sup> anniversaire de la loi sur l'avortement pour rappeler que des enfants sont assassinés en Belgique et qu'ils ne bénéficient d'aucune protection de la loi (Bréban & Vanderpelen, 2015).

Déjà en tant qu'évêque de Namur, avant sa nomination comme archevêque, les opinions tranchées et largement médiatisées de Léonard avaient encouragé la mobilisation des catholiques conservateur.ice.s dans la partie francophone du pays. Un blogueur flamand déplore d'ailleurs que « le mouvement anti-avortement et pro-vie [soit] plus vivace dans la partie francophone du pays » précisément à cause de l'influence de Léonard<sup>19</sup>. Tant comme évêque que comme primat de Belgique, Léonard a encouragé l'implantation des branches les plus conservatrices de l'Église dans les diocèses sous sa responsabilité

19. Voir <http://kavlaanderen.blogspot.be/2013/06/de-volgende-mars-voor-het-leven-in.html> (septembre 2018).



dans le cadre de ses efforts en vue d'une nouvelle évangélisation. Il a profondément réorganisé l'éducation des prêtres et permis l'établissement de deux séminaires Redemptoris Mater, qui suivent les règles du Chemin néocatéchuménal. Il a aussi soutenu le développement de nouvelles communautés ecclésiales comme la Communauté de l'Emmanuel et la Communauté des Béatitudes, notamment sur le campus de l'Université catholique de Louvain (Arcq & Sägerser, 2011). Or de nombreux travaux étrangers indiquent que ces groupes sont souvent les plus mobilisés contre l'« idéologie du genre ».

En même temps, dès sa nomination comme évêque de Namur, Léonard a été sévèrement critiqué au sein de l'Église (Arcq & Blaise, 1991). En fin de compte, son obstination et son antilibéralisme semblent avoir surtout contribué à renforcer la conviction, tant au sein qu'en dehors de l'Église, que le catholicisme qu'il incarne a perdu contact avec le monde moderne. Ceci était d'autant plus vrai que les scandales de pédophilie se sont succédé durant cette période et que l'Église n'a pas su comment répondre de manière à calmer l'opprobre général. La couverture importante de ces scandales par la hiérarchie ecclésiastique durant des décennies a porté d'autant plus atteinte à la maigre légitimité conservée par l'Église au niveau de la moralité sexuelle. Arrivé à la limite d'âge de 75 ans, Léonard a présenté sa démission au pape au printemps 2015 et a été remplacé par l'évêque Joseph de Kesel, qui est souvent considéré comme l'héritier de M<sup>sr</sup> Danneels et a été rapidement créé cardinal par le pape François (une dignité refusée à André Léonard). En bref, si les positions conservatrices et traditionalistes, en particulier sur les questions relatives à la sexualité et à la bioéthique, sont profondément ancrées dans l'Église de Belgique, celle-ci a aussi permis le développement de positions plus progressistes. En outre, les positions anti-genre présentes au sein de cette Église n'ont pas encore réussi à devenir hégémoniques au sein du monde socioculturel catholique, même pas durant le bref intervalle durant lequel les positions conservatrices étaient représentées au niveau le plus élevé de la hiérarchie ecclésiastique nationale.

### **Le timing des réformes éthiques**

Enfin, il est crucial de prendre en compte le rôle du *timing* des réformes éthiques des années 2000, les dynamiques et réponses internes à l'Église (en particulier la nomination de Léonard comme archevêque en 2010) et l'émergence et la visibilité des mobilisations anti-genre au niveau transnational. En effet, au début du nouveau millénaire, la Belgique est devenue un pays précurseur en ce qui concerne le progressisme moral et l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe comme leur accès à l'adoption, des mesures qui ont alimenté les oppositions conservatrices et les débats sur le genre dans de nombreux pays, et qui avaient déjà été adoptées avant le début de la campagne transnationale contre le genre. L'écart entre la temporalité des

réformes en Belgique et celui de l'offensive internationale contre l'« idéologie du genre » peut donc aussi expliquer la résistance limitée opposée par l'Église de Belgique.

Plus récemment, tandis que les débats sur le « mariage pour tous » faisaient rage en France et que le concept de genre est apparu dans le débat public, les Belges célébraient le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption du mariage entre personnes de même sexe. La Belgique étant le second pays à avoir adopté cette mesure, cette loi est rapidement devenue un symbole de fierté nationale, dès lors inscrite dans diverses tentations homonationalistes. Pour cette raison, nombre de Belges ont difficilement compris les causes du puissant mouvement d'opposition se déroulant chez leurs voisins<sup>20</sup>. En outre, si les maigres mobilisations anti-genre belges ont tenté de s'appuyer sur La Manif pour tous, l'opinion publique n'a pas suivi les arguments avancés par ce mouvement.

\*

Ce chapitre a montré l'accueil très limité des mobilisations catholiques contre le genre en Belgique, du moins jusqu'à présent. Les groupes catholiques conservateurs et traditionalistes manquent de militant.e.s, ne disposent pas des capacités organisationnelles et du soutien ecclésiastique nécessaires et n'ont pas atteint l'ampleur constatée ailleurs. Cette situation n'implique cependant pas l'absence de résistance au genre dans ce pays, mais la focale de ce chapitre ne nous permet pas de saisir l'image globale de la situation. En effet, l'opposition au genre comme catégorie d'analyse et la ré-essentialisation du sexe – qualifiées par Sarah Bracke de « *gender lite* » (2014)<sup>21</sup> – peuvent être observées dans d'autres secteurs de la société belge. Ainsi, les conceptions essentialistes du genre ne sont pas l'apanage des secteurs conservateurs de l'Église catholique, mais se retrouvent dans d'autres traditions religieuses, en particulier dans le protestantisme évangélique et l'islam. De telles conceptions ne se limitent par ailleurs pas aux groupes religieux et la résistance au genre se marque également au sein de modes séculiers de production de connaissance qui contestent également l'usage du genre comme catégorie d'analyse ainsi que d'autres idées nées au sein des études de genre. Cette résistance comprend notamment certains courants de la psychologie

20. Certain.e.s ont même cru qu'il fallait apporter un soutien aux combats français pour le droit au mariage. Ces militant.e.s ont ainsi organisé une action contre la venue de Frigide Barjot à Bruxelles et ont manifesté devant le lieu où celle-ci donnait une conférence, tout en incitant les Belges à aller manifester à Paris. Il faut d'ailleurs noter que plusieurs de ces personnes ont emporté leurs drapeaux belges pour manifester dans les rues de Paris (alors que ce symbole est rarement utilisé en Belgique).

21. Sarah Bracke (2014) désigne ainsi l'usage diffus d'une conception limitée de la notion de genre, qui peine à considérer pleinement le caractère construit du genre et les relations de pouvoir asymétriques qui le fondent. En conséquence, de tels usages du genre tendent à ré-essentialiser le genre et cette notion sert essentiellement à parler des hommes et des femmes, en tant que synonyme du sexe biologique.

évolutionniste, qui est relativement puissante en Belgique, ou certaines approches positivistes des sciences sociales, qui rejettent la dimension construite et performative de la réalité.

L'influence de ces types de savoir peut aussi être mise en lien avec un trait particulier du débat public en Belgique, tout particulièrement en Flandre : l'anti-intellectualisme, au nom duquel sont rapidement rejetées des approches qui insistent sur la construction de la réalité sociale. Cette situation est en outre exacerbée par une hégémonie néolibérale dans laquelle les analyses qui concernent les rapports de pouvoir sont particulièrement peu populaires.

Tout cela est illustré, par exemple, par l'institutionnalisation limitée des études de genre en Belgique en comparaison avec nombre de pays voisins. Le développement et l'institutionnalisation de ce domaine d'étude en tant que champ de recherche interdisciplinaire internationalement reconnu ont été particulièrement lents en Belgique et ont connu un retard important en comparaison avec les pays voisins. Cette situation est d'autant plus frappante qu'un combat soutenu est mené depuis longtemps pour introduire, promouvoir et institutionnaliser les études de genre dans le monde académique belge, témoignant des résistances contre l'usage d'une notion substantielle et analytique du genre. Cela explique pourquoi des polémistes comme Drieu Godefridi peuvent proposer une conférence intitulée « Le "genre" : science ou idéologie ? » à l'Académie royale de Belgique. Cet événement, qui s'est déroulé en mars 2016, a fait réagir de nombreux spécialistes en études de genre, mais l'Académie n'a jamais répondu à ces interpellations. En bref, on peut se demander si les manifestations anti-genre ne sont pas d'autant moins nécessaires en Belgique que d'autres types de résistances culturelles et institutionnelles sont à l'œuvre. Toutefois, répondre à cette question requiert une analyse approfondie qui dépasse le cadre de ce chapitre.

### Références bibliographiques

- AMMERMAN Nancy (1994), « Accounting for Christian Fundamentalism: Social Dynamics and Rhetorical Strategies », dans Martin E. Marty & R. Scott Appleby (dir.), *Accounting for Fundamentalisms*, Chicago, University of Chicago Press, p. 149-170.
- ARCQ Étienne & SÄGESSER Caroline (2011), « Le fonctionnement de l'Église catholique dans un contexte de crise », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 27, n° 2112-2113, p. 5-85.
- ARCQ Étienne & BLAISE Pierre (1991), « La nomination de l'évêque de Namur », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 25, n° 1330-1331, p. 1-55.
- BONNY Johan (2014), *Église et famille : ce qui pourrait changer*, Namur / Paris, Fidélité / Salvator.
- BONNEWIJN Olivier (2012), « Gender, qui est-tu ? », dans Paul Clavier (dir.), *Gender, qui es-tu ?*, Paris, Éditions de l'Emmanuel, p. 163-230.

- BRACKE Sarah (2014), « The Unbearable Lightness of "Gender and Diversity" », *DiGeSt*, vol. 1, n° 1, p. 41-50.
- BRACKE Sarah & DE MUL Sarah (2009), « In naam van het feminisme. Beschaving, multiculturaliteit en vrouwenemancipatie », dans Karel Arnaut, Sarah Bracke & Bambi Ceuppens, *Een eeuw in een kooi. De grenzen van het multiculturele Vlaanderen*, Anvers, Meulenhoff / Manteau.
- BRÉBANT Émilie & VANDERPELEN Cécile (2015), « Pourquoi le ventre des femmes est-il sacré ? Quand les catholiques belges s'engagent contre l'IVG (de 1990 à aujourd'hui) », *Sextant*, n° 31, p. 223-239.
- CASTERMAN Jean-Benoît *et al.* (2013), « Quel "genre" de monde se prépare pour nos enfants ? », *La Libre Belgique*, 29 novembre.
- CHATEL Luc (2014), *Civitas & les nouveaux fous de Dieu*, Paris, Temps Présent.
- DE GANCK Julie (2014), « "Les seins m'en tombent !" Retour sur l'expérience d'une historienne de l'intersexualité », communication présentée à la conférence « *Habemus Gender!* », Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 15 mai.
- DELWIT Pascal (2009), *La Vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- DIJON Xavier (2015), « Quel avenir pour l'altérité sexuelle ? Les préalables d'un discernement social », *Nouvelle revue de théologie*, vol. 137, n° 3, p. 371-387.
- DOBBELAERE Karel (1988), « Secularization, Pillarization, Religious Involvement and Religious Change in the Low Countries », dans Thomas Gannon (dir.), *World Catholicism in Transition*, New York, Macmillan, p. 83-90.
- DUPONT Wannes (2014), « Catholics and Sexual Change in Flanders », dans Gert Hekma & Alain Giami (dir.), *Sexual Revolutions*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 81-96.
- EECKHOUT Bart & PATERNOTTE David (2011), « A Paradise for LGBT Rights? The Paradox of Belgium », *The Journal of Homosexuality*, vol. 58, n° 8, p. 1057-1083.
- FAVIER Anthony (2014), « Les catholiques et le genre. Une approche historique », dans Laure Bereni & Mathieu Trachman (dir.), *Le Genre, théories et controverses*, Paris, La Vie des idées / Presses universitaires de France, p. 45-60.
- FADIL Nadia, EL ASRI Farid & BRACKE Sarah (2015), « Islam in Belgium. Mapping an Emerging Interdisciplinary Field of Study », dans Jocelyne Cesari (dir.), *The Oxford Handbook of European Islam*, Oxford, Oxford University Press, p. 222-261.
- GODEFRIDI Drieu (2015), *La Loi du genre*, Paris, Les Belles Lettres.
- (2013), *De la violence du genre à la négation du droit*, Louvain-la-Neuve, Texquis.
- GRANDJEAN Nathalie (2014), « À quoi tient l'idéologie hétéronormative ? Réflexions sur un moralisme sexuel », communication présentée à la

- conférence « *Habemus Gender !* », Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 15 mai.
- HERBRAND Cathy (2006), « L'adoption par les couples de même sexe », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 6, n° 1911-1912, p. 5-72.
- HOOGENBOOM Marcel (1996), *Een miskende democratie. Een andere visie op verzuiling en politieke samenwerking in Nederland (Politiek Bestuurlijke Studiën 18)*, Leyde, DSWO Press.
- HOOGE Marc, QUINTELIER Ellen & REESKENS Tim (2006), « Kerkpraktijk in Vlaanderen. Trends en extrapolaties: 1976-2004 », *Ethische Perspectieven*, vol. 16, n° 2, p. 113-123.
- LIPHART Arend (1968), *Verzuiling, pacificatie en kentering in de Nederlandse politiek*, Amsterdam, De Bussy.
- MARQUES-PEREIRA Bérengère (1989), *L'Avortement en Belgique : de la clandestinité au débat politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- MEIER Petra (2009), « Chapitre VIII – E comme émancipation, égalité et éthique : la société belge en évolution », dans Jean Baufrays & Geoffroy Matagne (dir.), *Systèmes politiques et politiques publiques (1968-2008)*, Bruxelles, Bruylant, p. 253-285.
- METTEPENNINGEN Jürgen & SCHELKENS Karim (2015), *Godfried Danneels-Biografie*, Borgerhout, Polis.
- PANAFIT Lionel (1999), *Quand le droit écrit l'islam : l'intégration juridique de l'islam en Belgique*, Bruxelles, Bruylant.
- PATERNOTTE David (2015), « Blessing the Crowds : Catholic Mobilisations Against Gender in Europe », dans Sabine Hark & Paula-Irene Villa (dir.), *Anti-Genderismus. Sexualität und Geschlecht als Schauplätze aktueller politischer Auseinandersetzungen*, Bielefeld, Transcript, p. 129-148.
- (2011), *Revendiquer le « mariage gay » : Belgique, France, Espagne*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- PEETERS Marguerite (2013), *Le Gender, une norme mondiale ? Pour un discernement*, Paris, Mame.
- PEREIRA Sophie (2014), « L'avortement en Belgique : un droit précaire ? », *Chronique féministe*, n° 114, p. 36-41.
- PUAR Jasbir K. (2007), *Terrorist Assemblages: Homonationalism in Queer Times*, Durham, Duke University Press.
- SCHOOYANS Michel (1997), *L'Évangile face au désordre mondial*, Paris, Fayard.
- WILLAIME Jean-Paul (2010), « Secularism at the European Level: A Struggle between Non-religious and Religious Worldviews or Neutrality towards Secular and Religious Beliefs? », communication présentée à la conférence « Debating Secularism in a Post-Secular Age », Saint-Louis, Washington University, 9-10 avril.



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Note sur la traduction</b> .....	5
<b>Préface</b>	
<b>Un « mouvement anti-genre » en cours d'identification</b> .....	7
Florence Rochefort	
<b>Introduction</b>	
<b>L'« idéologie du genre » en mouvement</b> .....	11
David Paternotte & Roman Kuhar	
<b>L'« anti-genderisme » : une angoisse allemande ?</b> .....	37
Paula-Irene Villa	
<b>L'« idéologie du genre » en Autriche : coalitions autour d'un signifiant vide</b> .....	59
Stefanie Mayer & Birgit Sauer	
<b>« Personne n'est prophète en son pays » : le militantisme catholique anti-genre en Belgique</b> .....	79
Sarah Bracke, Wannes Dupont & David Paternotte	
<b>Les mobilisations contre « l'idéologie du genre » et la permissivité sexuelle en Croatie : l'embryon, l'ours-centaure en peluche et la Constitution</b> .....	99
Amir Hodžić & Aleksandar Štulhofer	
<b>De la chaire à la rue : les positions religieuses ultra-conservatrices contre le genre en Espagne</b> .....	121
Monica Cornejo & José Ignacio Pichardo	

<b>La lutte contre la « théorie du genre » en France : pivot d'une mobilisation religieuse dans un pays sécularisé</b> .....	143
Michael Stambolis-Ruhstorfer & Josselin Tricou	
<b>Le discours anti-genre en Hongrie : une stratégie au service de l'État illibéral</b> .....	167
Eszter Kováts & Andrea Pető	
<b>Défendre l'Irlande catholique</b> .....	183
Mary McAuliffe & Sinéad Kennedy	
<b>L'Italie comme phare et bastion de résistance : les mobilisations anti-genre entre « anthropologie humaine » et identité nationale</b> .....	203
Sara Garbagnoli	
<b>« Pire que le communisme et le nazisme réunis » : la guerre contre le genre en Pologne</b> .....	225
Agnieszka Graff & Elzbieta Korolczuk	
<b>Quand l'égalité de genre est-elle devenue l'« idéologie du genre » ? L'étrange cas du Portugal</b> .....	247
Alberta Giorgi	
<b>La Russie comme sauveuse de la civilisation européenne : « genre » et géopolitique des valeurs traditionnelles</b> .....	269
Kevin Moss	
<b>« Changer de genre plusieurs fois par jour » : le mouvement anti-genre en Slovénie</b> .....	291
Roman Kuhar	
<b>Conclusion</b>	
<b>Le mouvement anti-genre en perspective comparée</b> .....	311
David Paternotte & Roman Kuhar	
<b>Biographies</b> .....	339
<b>Sigles utilisés</b> .....	347
<b>Index</b> .....	351
<b>Remerciements</b> .....	363